

BOTOS MÁTÉ

„IN RELIQUO MANUS EMINENTIAE VESTRAE...”

*Les actions diplomatiques du Cardinal Csernoch dans l'Église de France*

Les actions diplomatiques du Cardinal Csernoch auprès du Vatican sont bien connues au moins depuis l'article intéressant d'István Eördögh, publié dans *Vigilia* 1996/7<sup>1</sup> mais ses actions non moins illusoire exercées dans le milieu ecclésiastique de la France méritent aussi l'intérêt de l'historien.

Le but de notre article est, en dehors de la présentation de ces documents d'importance, de démontrer la logique de l'argumentation hongroise officielle dans les textes du Primat.

Le Cardinal Csernoch, d'origine slovaque, s'est admirablement assimilé à l'establishment clérical hongrois qui, loin d'être nationaliste<sup>2</sup>, manifestait son mécontentement du sort des catholiques hongrois sous un régime nationaliste orthodoxe, et même catholique: l'administration nouvelle des magyarophones vivant dispersés dans le bassin des Carpates dans des conditions tout à fait nouvelles projetait les ombres des conflits possibles.

Csernoch, plutôt homme des âmes que celui de la politique, a tout essayé pour sauver l'intégrité du pays et de son administration ecclésiastique. Il mettait son espoir en Mgr Amette, archevêque de Paris dont l'influence présumée sur les milieux politiques n'était plus qu'un rêve: outre la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État ayant interdite toute activité politique aux ecclésiastiques, Amette et les hommes forts du gouvernement français (Clémenceau, Berthelot, etc.) ne se sympathisaient point.

---

<sup>1</sup> A Trianoni béke és a Vatikán. *Vigilia*, 1996/7, pp.510-514.

<sup>2</sup> Les évêques de Hongrie, bien qu'étant divisés dans la question des régimes politiques d'après-guerre du pays (majoritairement royalistes), étaient opposés à la partition du territoire national.

Le Primat de la Hongrie bien avant les semaines d'entretiens sur les futures frontières de la Hongrie, a tenté de détourner les opinions hongro-phobes par ce moyen. Déjà dans une lettre écrite en latin, datée du 25 novembre 1918, il attire l'attention de son confrère aux dégâts et aux injustices qui s'ajoutent à la dévastation du pays déjà épuisé sous la guerre par les troupes serbes, tchécoslovaques et roumaines.<sup>3</sup>

Le discours du pontife hongrois est surprenant: il mentionne comme le plus important l'argument historique – c'est à dire que les Hongrois sont arrivés dans le pays avant les autres ethnies – raisonnement qui va à l'encontre du nationalisme triomphant de la vie politique française.<sup>4</sup> La lettre fait en même temps allusion au fait que les Hongrois ont toujours vécu en relations amicales avec les minorités ethniques et, malgré les vicissitudes du nationalisme du siècle passé, ces minorités ont réussi à conserver leurs identités nationales.<sup>5</sup>

On peut alors observer dans le discours de Csernoch les éléments de l'argumentation traditionaliste et nationaliste, mêlée de catholicisme politique. Néanmoins, l'idée de la transformation de la Hongrie en un état fédéral à l'exemple suisse n'est pas loin de ses pensées. Idée que l'on attribue en général à Oszkár Jászi et ses amis qui formèrent en Hongrie une élite radicalo-progressiste dans la politique.<sup>6</sup>

<sup>3</sup> „*Milites dissoluti in patriam reversi perturbarunt magnam regni partem. Hostes onerosas Nobis imposuerunt armistitii condiciones. Pars meridionalis et fertilissima Hungariae a Serbis occupata est. Imo Rumeni invaserunt Transsilvaniam, Bohemi regionem Septentrionalem. Serbi a Hungaria avellere et novo statui Jugoslaviae adunare intendunt territorium...*” Archives de l'Archevêché de Paris, boîte 4B I-6; „*Episcopat Etranger de Missions. Correspondances Episcopales 1890-1919*”. Lettre du Cardinal Csernoch au Cardinal Amette, archevêque de Paris. Au 25 Novembre 1918.

<sup>4</sup> „*Serbi, Slovaci et Rumeni non sunt antiqui in Hungariae incolae, quos Hungari ex Oriente peregrinantes debellarunt, sed posteriores coloni, quos Hungari diuturnis bellis diminuti in patriam recipiunt. Per saecula Hungari cum diversis nationibus in concordia fraterna vivebant. Tantum inde a medio saeculo elapso exardescere coeperunt viciores nationum aspirationes.*” Idem.

<sup>5</sup> „*Per saecula Hungari cum diversis nationibus in concordia fraterna vivebant. Tantum inde a medio saeculo elapso exardescere coeperunt viciores nationum aspirationes. Gens Hungarorum, quae unitatem regni stabilire et defendere voluit, ultimis decenniis forsitam non omni sub respectu aspirationibus diversorum in Hungaria nationum justa fuit, tamen haud minus clementer nationes alias gubernabat, quam quaelibet alia in Europa gens suae culturae nationali fovendae intenta. Omnes nationes in Hungaria viventes illibatam conservaverunt usque hodiernum diem characterem nationalem, quod dilucide probat has nationes non fuisse subjugatas.*” Idem.

<sup>6</sup> „*Problema libertatis nationalis in Hungaria non aliter solvi potest, quam condonatione autonomiae nationalis cuidam – licet minimae – nationi absque ulla immutatione structurae politicae status. Idem systema applicaretur in Hungaria, quod in Helvetia pacificam diversarum nationum in eodem Statu cohabitationem possibilem reddit.*” Ibidem.

La lettre se termine par une constatation décevante: „Ruina Status causaret in regno nostro ruinam ecclesiae catholicae...” – la ruine de l'Etat résulterait de la ruine de l'Église catholique hongroise.<sup>7</sup>

Pas un seul mot concernant le rôle du pays dans l'éclatement de la guerre, ni le nombre des victimes. On ne connaît pas encore les pertes officiellement reconnues. Mais l'idéologie intégriste est marquante: le catholicisme et l'Etat hongrois sont alliés, si l'on attaque l'un, on ruine l'autre à la fois.

L'image de la Hongrie tutélaire des minorités ethniques et religieuses y apparaît comme une vérité absolue. Le problème d'une telle argumentation se trouve dans l'allusion même: la France est un Etat-Nation lequel ne reconnaît jamais ses minorités. Se référer à la cause des minorités pouvait résulter des malentendus dans un pays où la conception de la nation était unique. La référence aux points du président Wilson<sup>8</sup> sur l'autodétermination des peuples, critiqués par le gouvernement français, nous apparaît aussi comme un élément d'une argumentation inadéquate ou, au moins, contraint à l'opinion des chefs politiques français.

La France était gouvernée en ce temps-là par des nationalistes – Csernoch, lui, aurait-il pensé que la droite en France se montrerait solidaire avec celle de la Hongrie? Bien probable, puisque Csernoch n'avait pas les moyens de comparer les deux sociétés. Avec son éducation prémoderne, il est possible que la typologie gauche-droite avait été simplifiée et conçue par un point de vue féodale.

Un an plus tard, conformément aux vœux français, Csernoch signale que la Hongrie doit prendre ses distances vis-à-vis les radicaux.<sup>9</sup> Dans une lettre suivante, écrite à la main, datée de 3 septembre 1919, il essaie donc d'expliquer pourquoi la Hongrie millénaire n'est pas responsable du communisme. Son argument principal est la référence à la terreur du bolchévisme et à l'opinion généralement hostile au régime communiste.<sup>10</sup>

<sup>7</sup> Ibidem.

<sup>8</sup> „Principia quoque a Presidente Wilson proposita statum Hungariae in integritate suae sustenandum probant.” Ibidem.

<sup>9</sup> Sa lettre – dont le traducteur nous reste inconnu – commence par cette phrase: „Suivant la proposition cordiale faite par la mission militaire française de Budapest...” in: Archives de l'Archevêché de Paris, boîte 4B I-6; „Episcopat Etranger de Missions. Correspondances Episcopales 1890-1919”. Lettre du Card. Csernoch à Mgr. Amette, de 03.09.1919.

<sup>10</sup> „Le peuple en grande majorité ne voulait pas le bolchévisme, mais les agents ont travaillé avec un terrorisme incroyable, ont tué beaucoup des (sic!) gens et menacé chacun de mort. On voulait effacer la religion et le patriotisme dans les âmes.” Plus tard, sur la page 2, on peut lire: „La bourgeoisie les soldats, la police et avant tout les paysans, lesquels tiennent en Hongrie la majorité, ne voulait pas supporter le régime des complices des communistes.” Ibidem.

Le Primat de Hongrie explique avec soin les changements politiques et, avec un discours apologétique, explique que l'accusation de l'entente en matière de la forme d'Etat n'est point justifiée. Csernoch argumente pour le gouvernement Friedrich<sup>11</sup> et essaie d'écarter les accusations des forces alliées. Les représentants de l'entente ont trois préceptes, le premier porte sur les sentiments monarchistes du gouvernement Friedrich. On sait que ce prétexte venait de la part des Français, car, malgré les sympathies légitimistes d'une partie du gouvernement, Friedrich ne possédait en effet aucune force exécutive. Csernoch répond alors à ce problème qu'il est aux représentants du peuple souverain de déterminer la forme de l'Etat, après s'être rassemblés librement. Il écarte alors la tentative d'influencer la politique intérieure hongroise par le gouvernement français. Ce prétexte est, sous la forme d'une question de politique internationale (les Habsbourg, reviennent-ils ou non?), l'expression d'un engagement idéologique du gouvernement français et celle d'un conflit franco-anglais.

Le second problème de l'entente est celui de la terreur blanche et de la persécution des juifs. La réponse de Csernoch commence par la déclaration d'inculpabilité: le gouvernement n'est pas responsable de tout ce qui se passe en Hongrie, car il ne soutient ni les pogroms ni la terreur blanche. Friedrich (à ce moment-là premier ministre et ministre des affaires intérieures à la fois) est décidé à punir les chefs responsables du communisme mais pour délits civils et non-politiques. L'Église, elle aussi, défend les juifs, malgré que les juifs aient été remarquablement représentés dans le leadership de la commune hongroise. D'ailleurs, il note d'un ton ironique, le peuple „se merveille beaucoup que les juifs sont protégés si facilement, au contraire on a laissé le peuple hongrois souffrir sous la tyrannie des juifs pendant 5 mois, sans en avoir pitié.”<sup>12</sup>

Le troisième prétexte est que le gouvernement Friedrich ne veut pas accepter comme ministres les chefs du mouvement socialiste hongrois. Csernoch écrit alors que les socialistes avaient tellement déçus les ouvriers qu'ils avaient rallié la dictature des communistes; le gouvernement ne veut point transformer la question sociale en question politique. Dániel Oláh, ministre sans portefeuille chargé des affaires sociales des ouvriers chrétien-socialistes, s'en occupe déjà. La présence des ministres socialistes au gouvernement serait un péril à la pacification du pays, car les élections libres ne se pourraient pas faire. Si l'entente tient tellement au changement d'attitude de Friedrich, il vaut mieux de „garantir la liberté des élections par une dictature militaire des puissances étrangères”.<sup>13</sup>

---

<sup>11</sup> István Friedrich, premier ministre du gouvernement provisoire entre le 7 août 1919 et le 24 novembre 1919.

<sup>12</sup> Ibidem.

<sup>13</sup> Idem

L'archevêque termine sa lettre par une invocation: „C'est l'amour fraternelle qui m'a donné courage de prier (sic!) V. Eminence qu'Elle se daigne intercéder chez les représentants des puissances alliées et associées en faveur du pays mourant de St. Etienne et faire reconnaître le gouvernement que conduit aujourd'hui les affaires de la Hongrie. Qu'on ne pousse ce peuple au tour beau, seulement parce qu'il croit de ne pouvoir exister qu'en s'attachant aux principes (sic!) de la morale chrétienne et veut un gouvernement chrétien.”<sup>14</sup>

Csernoch essaie de convaincre son confrère qu'il est temps d'agir sur le champs politique. Par l'intermédiaire de Mgr Wehering, archevêque d'Utrecht, il essaie de jouer la carte du catholicisme.<sup>15</sup> Wehering avait accepté le raisonnement de Csernoch dont l'essentiel est que dû au traité forcé de Trianon des millions de catholiques hongrois vont devenir minoritaires dans un milieu orthodoxe ce qui n'est point souhaitable de la part de Rome.

En même temps, le Primat de Hongrie rédige une lettre dans laquelle il demande le soutien de l'archevêque de Paris pour le chef de la délégation hongroise de paix, le comte Apponyi.<sup>16</sup> L'ancien ministre hongrois rédige lui aussi une lettre, dans laquelle il demande Amette de „bien vouloir mettre en action votre puissante influence en faveur de cette Eglise de Hongrie...”<sup>17</sup> Demande qui sonne bien mais qui, en même temps, sonne tout à fait faux.

Les relations entre l'Etat et l'Eglise en France ne permettent pas, depuis au moins 1905, à l'Eglise de s'interposer en matière politique, ce qui fait la différence entre la situation française et hongroise de jadis. Csernoch l'ayant compris, ne force plus l'action directe de l'Eglise de France de se mêler à la politique, essaie d'obtenir d'autres résultats par des actions charitables. Sa lettre du 26 mars 1920 formule pour la première fois une critique de la vie politique française: ici l'opinion publique est plein de préjugés hostiles au nationalisme hongrois, et l'église de France doit combattre de telles idées.<sup>18</sup>

---

<sup>14</sup> Ibidem

<sup>15</sup> Archives de l'Archêveché de Paris, boîte 4B I-6; „Episcopat Etranger de Missions. Correspondances Episcopales 1890-1919”. Lettre de Mgr. Wehering à Mgr. Amette, de 19.02.1920.

<sup>16</sup> Archives de l'Archêveché de Paris, boîte 4B I-6; „Episcopat Etranger de Missions. Correspondances Episcopales 1890-1919”. Lettre du Card. Csernoch à Mgr. Amette, de 22.01.1920.

<sup>17</sup> Archives de l'Archêveché de Paris, boîte 4B I-6; „Episcopat Etranger de Missions. Correspondances Episcopales 1890-1919”. Lettre du Cte Apponyi à Mgr. Amette, de 23.03.1920.

<sup>18</sup> „Nous avons à combattre des préjugés qui sont nés durant la guerre dans les peuples et nous faisons l'expérience triste de jour en jour que tels préjugés sont les plus forts dans la nation

Il y a encore à peine deux mois pour la fin des négociations de paix. Csernoch, lui, a tout fait. Il termine sa dernière lettre écrite à Mgr Amette par ces phrases moralistes: „Que tous les peuples qui étaient nos ennemis, soient persuadés que la nation hongroise ne veut qu'une paix durable avec les autres nations et un régime chrétien dans son pays. Tout ce qu'on dit de ses „fausses intentions” ne sont que pour obscurcir la volonté sincère dont elle s'attache à la chrétienté et veut faire régner ici les principes de Notre Sauveur.”<sup>19</sup>

---

*française...*” in: Archives de l'Archevêché de Paris, boîte 4B I-6; „Episcopat Etranger de Missions. Correspondances Episcopales 1890-1919”. Lettre du Card. Csernoch à Mgr. Amette, de 26.03.1920., Nr. 628. Csernoch remercie dans cette lettre les quelques 10 000 Francs que Mgr. Amette lui avait envoyé pour „soulager les enfants de Hongrie”.

<sup>19</sup> Ibidem.